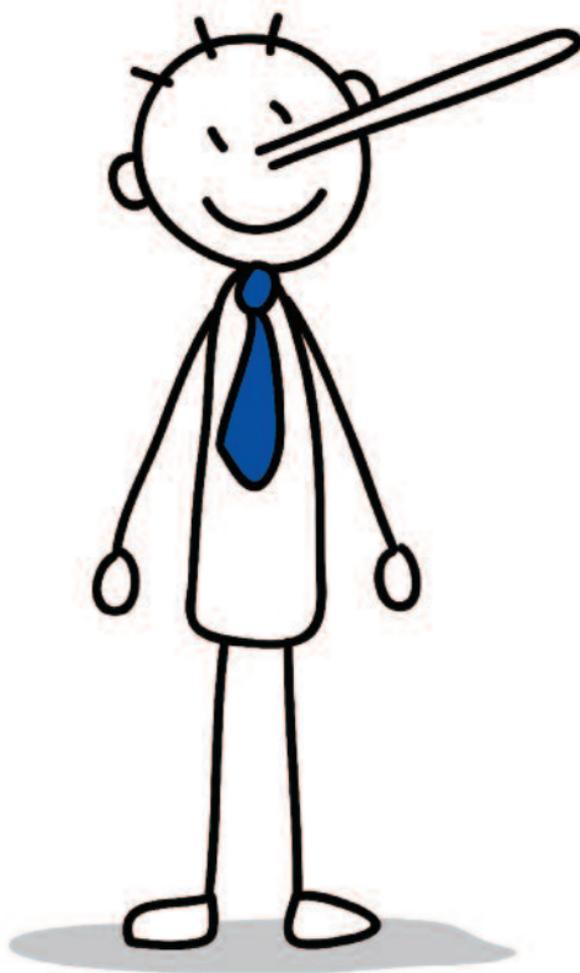


# *Le petit Menteur*

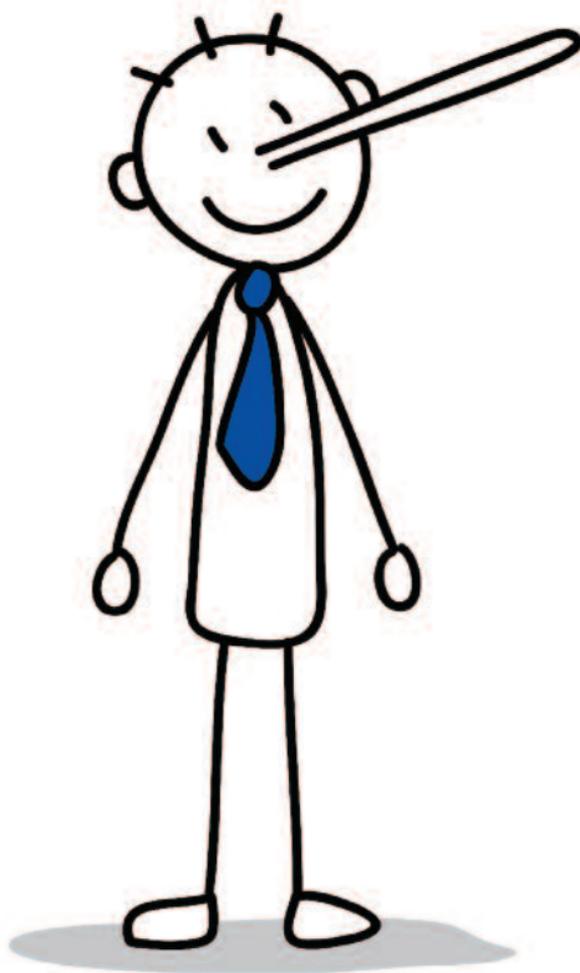


**DICTIONNAIRE PARTICIPATIF,  
ENGAGÉ ET DÉCALÉ**

Version de lancement (2015)

ÉDITIONS ÉQUIPES POPULAIRES

# *Le petit menteur*



**DICTIONNAIRE PARTICIPATIF,  
ENGAGÉ ET DÉCALÉ**

Version de lancement (2015)

EDITIONS EQUIPES POPULAIRES



# PRÉFACE

## Les mots qui mentent ...

Le langage est une des plus belles des inventions humaines. Sans mots, pas de communication écrite ou verbale, et donc pas de vie sociale possible.

Les mots sont tantôt doux, violents, imagés, compliqués, drôles, cyniques, grossiers. Ils peuvent aussi être manipulateurs ou menteurs, notamment lorsqu'ils sont au service d'intérêts particuliers ou d'une idéologie dominante.

Les mots peuvent être en effet détournés de leur sens premier et servir à justifier des mesures qui aggravent les inégalités sociales. Des mots que l'on entend désormais partout, que l'on utilise parfois sans y penser. Des mots comme "charges sociales" qui laissent croire que la solidarité dans une société serait un poids. Des mots comme « taxe » qui font oublier qu'avant tout, les impôts sont une contribution au financement des services collectifs. Des mots comme "activation" qui font croire que le problème viendrait des chômeurs et pas du manque d'emplois disponibles...

Sans crier gare, le néolibéralisme ne fait pas que des ravages sur le plan économique, il a donc aussi colonisé les esprits en nous martelant avec de mots dont la transformation progressive du sens est lourde de conséquences. Elle convainc une grande partie de la population qu'il n'y a pas d'alternative au capitalisme.

Ce lavage de cerveau opère donc un laminage idéologique qui discrédite tout autre courant de pensée et tente de casser l'espoir que des alternatives sont possibles.

## ... Démasquons-les !

Tout cela, ce ne sont que des mots... mais l'important c'est l'action, direz-vous peut-être !

Sauf que... Décrypter le langage néolibéral, appelé aussi Novlangue, permet de voir que le langage utilisé abondamment par les économistes, les politiques et les médias nous impose d'accepter la dérégulation sociale et l'accroissement des inégalités. La répétition incessante des mots austérité, compétitivité, handicap salarial, poids de la dette publique, ce n'est pas que des « parrroles-parrroles », cela a un impact bien réel sur notre emploi (ou pas), sur nos revenus, sur l'enseignement et l'éducation des enfants, sur nos modes de vie, sur nos utopies...

Voir et comprendre ces mots permet de montrer au grand jour les stratégies qui se cachent derrière et de réaffirmer que notre choix de société n'est pas celui-là, mais bien celui de l'égalité, de la solidarité et du bien-être collectif.

Démasquer les mots qui mentent pour révéler "le vrai visage du néolibéralisme", c'est l'objectif de la campagne de sensibilisation que les Equipes Populaires lancent cet automne 2015. Pas de prise de tête, mais une campagne ludique et participative qui invite chacun, individuellement ou en groupe, à contribuer à l'élaboration d'un dictionnaire des mots qui mentent. Cette version de lancement du « Petit menteur » vous en donne un avant-goût... et vous invite à saisir votre plume ou votre clavier pour y apporter votre contribution.

*Monique van Dieren*

## Merci à...

*Francisco Alvarez, Paul Blanjean,  
Françoise Caudron, Thomas Chardome,  
Jean-Michel Charlier, Laurence  
Delperdange, Thibaud De Menten, Tony  
Demonte, Audrey Dye, Giuseppe Faieta,  
Zoé Genot, Camille Ginetti, Alberto  
Granados, Christian Kunsch,  
Laurent Quoibion, Daniel Richard, Frédéric  
Soille, Christine Steinbach, Monique Van  
Dieren, Marco Van Hees*

**d'avoir contribué à la rédaction  
de ce premier "Petit menteur"**

# UN MOT, 3 DÉFINITIONS

L'objectif est de redonner du sens aux mots de la "novlangue" en proposant pour chaque mot 3 définitions :



Une **définition "néolibérale"**, c'est-à-dire, lorsque le mot est employé par des néolibéraux, à quel concept il fait référence. Bref, le côté brillant de la médaille. Exemple : dans le langage néolibéral, le terme "Activation" est synonyme de Responsabilisation, de dynamisme.



Une **définition "progressiste"** ou plutôt "appelons un chat un chat" : c'est le décodage du discours, la réalité qu'il recouvre dans les faits, ce que cachent ces belles paroles. Bref, le côté peu reluisant de la médaille. Dans ce cas, le terme « Activation » est synonyme de contrôle, d'exclusion.



Une **définition "décalée"**, loufoque, parfois grinçante, pour donner un côté léger au dictionnaire.

# COMMENT PARTICIPER ?

**Choisissez un mot** du néolibéralisme qui vous interpelle, qui vous énerve, qui vous choque. Précision importante : cet exercice peut se faire seul ou en groupe. Pour avoir des idées, écoutez les déclarations des économistes ou des hommes politiques, ouvrez un journal... Il en regorge !



Vous trouverez également en page 41 des suggestions de mots de la Novlangue qui n'attendent qu'à trouver leur définition dans ce « Petit menteur » !

**Ecrivez 3 définitions pour chaque mot choisi** : une définition néolibérale, une définition progressiste et une définition décalée comme expliqué ci-contre. Les trois définitions ne devraient pas dépasser 2.000 caractères (espaces compris).



En tant que responsable de l'édition, nous nous réservons le droit de retoucher partiellement les contributions. Les noms des contributeurs seront rassemblés en début d'ouvrage.

**Envoyez votre texte par mail** [secretariat@equipespopulaires.be](mailto:secretariat@equipespopulaires.be) au fur et à mesure de votre inspiration... et **pour juin 2016** au plus tard.



La version définitive du "Petit menteur illustré" sera présentée à la Foire du Livre Politique en novembre 2016.

**DÉMASQUONS LE NÉO-LIBÉRALISME  
DÉMASQUONS LES MOTS QUI MENTENT !  
A VOS PLUMES ...**



# ACTIVATION



L'activation des demandeurs d'emploi les transforme. Ce ne sont plus des usagers passifs, consommateurs de mesures et de prestations. Ils deviennent des usagers proactifs, entrepreneurs d'eux-mêmes et qui ne vivent plus aux crochets de la société.

La possibilité de recevoir des aides doit être conditionnée à la participation des citoyens à la société.

*"Active-toi et l'État social t'aidera."* (Jobert, 1992)



Processus par lequel les citoyens se lèvent de leur divan et sortent de chez eux pour manifester en rue, pour participer à des actions citoyennes, pour s'indigner, dénoncer les politiques d'austérité, l'injustice fiscale, les inégalités sociales, etc. Les gens se remettent debout et deviennent acteurs de changement collectif pour une société plus juste.

*"Tout homme libre doit s'activer à rendre libre la vie des autres."*  
(Indira Gandhi)



Comme les alchimistes du Moyen Âge qui pratiquaient la transmutation des métaux en or, les politiques veulent changer les chômeurs et les transformer en demandeurs d'emploi actifs à temps plein. C'est plus brillant et ça rapporte plus !

En physique, c'est le bombardement d'un matériau à l'aide de particules qui donne lieu à la production (par transmutation) d'atomes radioactifs. Sur le marché de l'emploi, c'est le bombardement du chômeur par des mesures vexatoires qui donnent lieu à la production de personnes révoltées et déçues par les politiques. Les fissures devenant de plus en plus grandes dans le réacteur, cela risque de provoquer une réaction en chaîne. La surchauffe risque de tout faire péter !

# AMBITION



L'ambition, c'est le moyen incontournable d'atteindre ses objectifs. Parce qu'elle constitue le désir d'arriver à un résultat ou d'obtenir ce qu'on recherche, l'ambition est le moteur puissant des dynamiques de réussite sociale, économique ou autre. "*Quelle ambition formidable !*". Avoir de l'ambition est une vertu enviée et convoitée, parce qu'elle signifie "trajectoire claire" et "horizon précis" ! L'ambition justifie l'effort et l'effort engendre le mérite.

"*Ce qui fait la crédibilité d'une ambition, c'est le prix personnel qu'on est prêt à payer.*" (Nicolas Sarkozy)



Le mot "ambition" semble presque naturellement inventé pour habiller le discours néolibéral. Il est intimement lié à la réussite sociale, à la gloire, à l'honneur et donc à la priorité donnée à l'individu, autrement dit ici à soi-même.

Le Larousse en témoigne. C'est le "*désir ardent de posséder quelque chose ou de parvenir à faire quelque chose*". Par exemple "*Avoir l'ambition de réussir*". On peut aussi être dévoré d'ambition, auquel cas on en attendra en retour de la gloire, de l'honneur, une place de choix dans la compétition avec les autres...

Ambition et individualisme font donc bon ménage. La première (l'ambition) est sans nul doute un des bras armés du second (l'individualisme)...



Ambi-dextre, ambi-gu, ambi-tion... Du latin "ambi" (deux à la fois), flanqué du suffixe "tion" (qui marque l'action), l'ambition est donc le fait de faire deux choses à la fois ! Il est donc bien clair que les hommes ne sont pas concernés par l'ambition, incapables qu'ils sont de réaliser cette prouesse. C'est bien connu, seules les femmes - concernées par le double travail, l'impossible conciliation des temps ou l'obligation de surveiller le bambin en préparant le repas du soir... - peuvent y prétendre. L'ambition est donc une réalité exclusivement féminine ! On en connaît quelques-uns qui vont s'effondrer de déception.

# ASSISTANAT



L'assistanat, dont souffrent de plus en plus de personnes, est la conséquence de cinquante années de sécurité sociale, et plus singulièrement d'allocations de chômage inconditionnées et illimitées dans le temps.

Plutôt que d'utiliser les moyens publics à émanciper les chômeurs en les forçant si besoin à se remettre dans les conditions de retrouver un emploi, l'État providence les a rendus amorphes et pour beaucoup paresseux. Réduire et conditionner l'accès aux allocations, en diminuer les montants et les limiter dans le temps est de nature à favoriser le retour au travail des chômeurs et donc, de les rendre acteurs de leur réinsertion.



L'assistanat est le terme utilisé par les libéraux pour dénigrer les personnes victimes du capitalisme et de sa soif d'accumulation. En faisant d'un bénéficiaire d'indemnités de chômage un assisté social, les libéraux veulent convaincre que le chômage ne relève pas d'une responsabilité collective, mais de celle de chacun des individus, faisant du chômeur-victime un chômeur-profiteur. L'objectif est triple : précariser les chômeurs pour les obliger à accepter n'importe quel emploi, rendre dociles ceux qui ont un emploi par peur de cette "concurrence" et miner la sécu par une remise en cause de sa légitimité et la diminution de son financement.



L'assistanat est une fonction d'enseignant dans les universités. Peut-être faudrait-il changer l'appellation de cette fonction car par mégarde, un ministre libéral de l'enseignement pourrait, en vue de doper l'efficacité de la transmission du savoir, inventer une version droitiste de mise au travail des enseignants dans les champs, pendant les grandes vacances, comme le pratiquait naguère Mao.

# AUSTERITÉ



Pour contrer la générosité abusive de gouvernements précédents, l'austérité est une réponse indispensable qui permet de réduire le déficit, de ramener à l'équilibre les finances publiques et d'abolir les privilèges des salariés le plus souvent érigés en tabous par les organisations syndicales.



L'austérité, parfois déguisée sous le mot rigueur, désigne un des credo du néolibéralisme d'aujourd'hui. Prétextant des "dérapages" budgétaires des pouvoirs publics et de la crise économique, soutenus par le patronat et le monde de la finance, les gouvernements prennent des mesures antisociales à l'encontre des travailleurs, donnent des coups de ciseaux dans la sécurité sociale et réduisent les moyens de l'État par des politiques de privatisation ou de diminution des moyens alloués aux politiques sociales et culturelles.



L'austérité est un courant littéraire que l'on doit au célèbre écrivain américain Paul AUSTER. Ce courant, dans sa version extrême, parfois considérée comme sectaire, consiste à éditer un livre qui ne présente du texte que sur la seule couverture. Toutes les pages sont blanches et numérotées. Mais elles ne proposent pas toutes le même blanc, permettant ainsi d'apporter de la variété au lecteur. Le livre le plus célèbre qui fut édité dans cette veine extrême a pour titre : "Cinquante nuances de blanc".

# BOURSE



La Bourse est un marché financier sur lequel des personnes, des sociétés privées et des institutions publiques peuvent négocier des titres financiers, matières premières et autres actifs, à des prix qui reflètent l'offre et la demande.



La Bourse est un lieu virtuel où des traders, des banques, des fonds spéculatifs jouent au casino (parfois avec des cartes dans la manche) avec l'argent bien réel des autres... Ils gagnent très vite beaucoup d'argent et quand ils perdent, crient "au secours" ! L'État paiera, c'est facile. Leur credo : Laissons la Main Invisible faire le travail pour le Bien Commun. Résultat : la crise de 2008, au départ purement financière, qui s'est étendue à tous les domaines de la vie et n'en finit plus.



Les bourses sont un point sensible, qui peut freiner ou stimuler toute économie dans son action. Si les cordons se resserrent... aïe ! Attention à ne pas entraver le flux ! Il est donc important de leur laisser un maximum de liberté, tout en leur assurant néanmoins un bon soutien. Et rien de tel que la "main invisible du marché" pour venir les stimuler !

# CAPITALISME



Personne ne me semble avoir donné une meilleure définition néolibérale du capitalisme que Bruno Colmant en 2008 quand il était patron de la Bourse de Bruxelles : *“L'ordre naturel de sociétés humaines”*.



“C'est le contraire !”. Le capitalisme est une construction sociale, datée dans l'histoire de l'humanité et qui organise de manière de plus en plus raffinée la concentration de la richesse dans de moins en moins de mains. Elle est fondée à la fois sur l'inégalité, sur l'exploitation et sur l'épuisement des ressources. Elle s'organise autour de quelques croyances infondées : l'incroyable idée que la somme des intérêts individuels pourrait produire du bien commun (de l'intérêt collectif), un mysticisme dingue qui découvre une invisible main dans le libre poulailler où s'égaierait le libre renard... Ce système ontologiquement bancal se renouvelle de crises en crises et débouche à l'occasion sur la faillite générale, la guerre.



On peut considérer le capitalisme comme le stade suprême, s'il n'est pas renversé, du développement des sociétés humaines au sens où il annonce la déchéance morale et sociale, la régression écologique, la loi de la jungle. A condition qu'il ne soit pas purement et simplement le point final d'un grand voyage où les passagers n'ont pas su gérer l'intendance, les ressources disponibles, les relations humaines...

# CHARGES SOCIALES



Les charges sociales sont une forme de taxation liée au travail : l'employeur et le salarié doivent verser des cotisations auprès de la Sécurité Sociale pour permettre aux fainéants, aux bras cassés et aux usagés de bénéficier d'un certain nombre de prestations sociales. C'est cette forme de sursalaire qui rend le travail si cher dans notre pays : non seulement, le niveau de rémunération est élevé, mais ces charges viennent rajouter un poids supplémentaire aux entreprises. Il existe heureusement des aménagements permettant de soulager les employeurs d'une partie de ces charges, et le gouvernement Michel les y aide bien !



Nom à caractère péjoratif donné aux cotisations sociales. Les cotisations sociales sont dites "salariales" lorsqu'elles sont prélevées sur le salaire brut des travailleurs et dites "patronales" lorsqu'elles proviennent de la contribution financière des employeurs. Dans les deux cas, il s'agit d'un système obligatoire basé sur la solidarité. L'argent issu des cotisations sociales permet de financer les prestations sociales auxquelles tout le monde a droit (pension, soins de santé, etc).



On dit que l'ascenseur social est en panne quand les gens n'ont pas la possibilité d'évoluer dans leur carrière ou tout simplement espérer des conditions de vie meilleures. Quand l'ascenseur est en surcharge, il suffit de tirer la sonnette d'alarme pour appeler Bart ou Charles, ils se feront un plaisir de venir alléger la charge sociale !

# CHÔMEUR



Le chômeur est une personne à laquelle on offre une allocation tout en lui permettant de rester chez elle à ne rien faire. Son devoir envers la collectivité, dès son premier jour de chômage est de tout mettre en œuvre pour cesser au plus vite de profiter de l'argent public. Il doit accepter n'importe quel emploi ou suivre n'importe quelle formation qui le rendrait plus compétitif sur le marché du travail. Pendant une période de chômage qui devrait être courte et réservée à ceux qui veulent vraiment travailler, le chômeur responsable devrait se mettre au service de la collectivité pour montrer à tous qu'il mérite ses allocations.



Le chômeur est une victime du capitalisme et de la soif d'accumulation inhérente à celui-ci. Pour pallier l'absence d'emploi, le chômeur bénéficie d'un (faible) revenu de remplacement via l'assurance-chômage, elle-même financée par la partie du salaire socialisé versée par tous les travailleurs dans la caisse de sécurité sociale. Son indemnité lui est donc notamment payée avec son propre argent, versé quand il avait un emploi. La seule façon correcte de sortir du chômage est de proposer des emplois correctement rémunérés et correspondant à la formation obtenue.



Chômeur, ou plutôt chômage provient étymologiquement du latin "caumare", qui veut dire se reposer pendant la chaleur. Selon l'origine du terme, le chômeur serait donc aussi le vacancier qui se dore sur une plage au soleil durant les vacances d'été. A l'inverse, le travail provient étymologiquement du terme latin "tripalium" qui était un instrument de torture. Vu sous cet angle, vive le chômage !

# COHÉSION SOCIALE



La cohésion sociale vise à permettre à tous les individus de pouvoir exploiter pleinement leurs potentiels en sécurité. La diversité de notre société résulte d'une diversité de capacités et de motivations. Certains ont un tempérament peu volontaire et auront des difficultés à trouver leur place sur le marché de l'emploi. D'autres venant de minorités ethniques se complairaient dans un certain communautarisme, refusant l'assimilation. Une politique de cohésion sociale efficace vise à assurer la tranquillité en organisant des activités pour occuper ceux qui ont du mal à trouver leur place. L'installation de petits parcs pour les jeux de ballons est un excellent outil de cohésion sociale.



La cohésion sociale vise à assurer à chacun, quels que soient les obstacles de sa vie, quelles que soient ses différences, un soutien solidaire qui lui permette de vivre décemment, de s'épanouir et d'être respecté dans ses différences. L'objectif de la cohésion sociale est de créer une société inclusive où chacun peut pleinement participer à la vie sociale, économique, culturelle... Pour aboutir à cet objectif de cohésion sociale, l'État multiplie les outils qui permettront à tous d'avoir une véritable place.



La cohésion sociale est une colle forte, nécessaire à certaines étapes d'un chantier, par exemple quand les architectes souhaitent inspecter les façades en les escaladant. Cette colle, produit de très haute technologie, est obtenue par un patient travail effectué en récoltant de la sueur de bouc. Des ateliers protégés et entreprises d'économie sociale se sont spécialisés dans cette difficile collecte et le conditionnement de ce produit.

# COMPÉTITIVITÉ



La compétitivité de l'économie d'un pays est sa capacité à produire moins cher que les pays avec lesquels il est en concurrence. La réduction du coût du travail permet à un État d'augmenter sa compétitivité et donc renforce ses entreprises et incite les investisseurs à investir, ce qui rend vigueur à l'économie et augmente le niveau d'emploi. Or nos entreprises belges souffrent d'un handicap salarial. Les salaires (autrement dit les charges sociales) sont beaucoup trop élevés en Belgique, ce qui met nos entreprises en difficulté face à la concurrence des entreprises étrangères. Il est donc nécessaire d'alléger les charges sociales. "Le saut d'index sera maintenu, car il est indispensable pour la compétitivité de nos entreprises."  
(Charles Michel)



La compétitivité est l'un des principaux alibis idéologiques légitimant les transferts de revenus du travail vers le capital. Elle s'opère par la réduction des salaires directs (par exemple, un saut d'index) ou indirects (les réductions de cotisations sociales) et permet de justifier le détricotage permanent des conditions de travail. Les conséquences sont négatives sur un plan social mais également économique puisque l'évolution des revenus des travailleurs ne suit pas celle des biens et services qu'ils produisent. Cette baisse de consommation casse la machine économique.  
"La compétitivité est une régression intellectuelle et politique."  
(Thomas Piketty)



Selon le Petit Robert, le mot compétitivité est de création récente : il n'est attesté qu'en 1960. Ce que le dictionnaire omet de préciser, c'est que le créateur (anonyme) du terme y a dissimulé une référence comico-critique. On y trouve en effet les syllabes "titi", qui renvoient au dessin animé de la même époque, Titi et Grosminet. Tous les épisodes de cette série animée sont effectivement basés sur l'impitoyable compétition d'un gros matou et d'un petit canari, mais avec cette particularité que le plus faible l'emporte systématiquement. CQFD !

# DÉFICIT STRUCTUREL



Le déficit structurel correspond à un solde négatif des finances publiques, sans tenir compte de l'impact de la conjoncture sur la situation des finances publiques. Si le solde est positif, il s'agit d'un excédent structurel. La conjoncture économique est l'ensemble des éléments qui caractérise la situation économique d'un pays à un moment donné. La conjoncture désigne ce qui est susceptible d'être modifié à court terme, par opposition avec la structure qui désigne les éléments fixes et permanents d'une économie.



Le "déficit structurel" implique que les comptes (en général, ceux de l'État) sont dans le rouge et qu'on les y maintient année après année. Reste à savoir pourquoi ! Ce n'est pas une simple erreur technique (oh ! Ils ont encore mal compté), mais bien un choix politique : on choisit par exemple de continuer à payer des dettes illégitimes (qui remontent parfois à une centaine d'années, quand bien même elles auraient été contractées par un dictateur ou en temps de guerre), à ne pas taxer les excessivement riches, à laisser s'envoler les bénéfices des entreprises dans des paradis fiscaux, etc.

Le discours néolibéral met généralement la faute sur le "filet social" comme la Sécurité sociale et différents services publics. "Le trou de la sécu a encore tout englouti...". Avec une dette belge qui dépasse la totalité du PIB, c'est une grosse couleuvre à avaler...



Peu connu du grand public, le terme de "déficit structurel" est pourtant utilisé à foison par les architectes pour parler d'une construction dont la structure (c'est-à-dire les poutres, le toit ou la chape de béton) n'est pas d'une grande fiabilité et tendrait même à devenir dangereuse. De même que les architectes abusent généralement durant leurs études de l'expression "je suis charrette" pour dire "je suis en retard sur un projet", les maîtres d'ouvrage raffolent de débâter le déficit structurel de bâtisses connues. La Tour de Pise étant l'exemple le plus parfait dans le domaine.

# DEMANDEUR D'ASILE



Migrant qui voyage en fonction des crises à répétitions (guerres, économiques, climatiques...), du lieu où il est né vers d'autres cieux "plus cléments" et où il espère que les pays dits riches l'accueilleront et lui donneront une sécurité et un travail en lien avec ses compétences professionnelles.



L'article 13 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme stipule :

- A) Toute personne a le droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un État.
- B) Toute personne a le droit de quitter son pays et de revenir dans celui-ci.

Cette Charte, signée par de nombreux pays il ya 70 ans, n'est pas respectée par la plupart de ceux-ci.

Pour tout progressiste de l'Humanité, tous les êtres humains sont des citoyens du monde, et comme le dit Maxime Le Forestier dans sa chanson : "Etre né quelque part, c'est partir quand on veut et revenir quand on part. Est-ce que les gens naissent égaux en droits, à l'endroit où ils naissent ?".

Notre liberté de voyager ou de migrer ne commence-t-elle pas là où commence également celle de nos voisins, proches ou lointains ?



Personne qui a 90 % de chance de voir sa demande de protection rejetée aux motifs que son récit est peu crédible puisqu'il ne se souvient plus du prénom de la 3<sup>e</sup> épouse du dictateur du pays d'où il vient.

# DISCIPLINE BUDGÉTAIRE



La discipline est l'ensemble des règles de conduite communes imposées aux membres d'un groupe, d'une collectivité, d'une organisation sociale... afin d'y faire régner l'ordre et de garantir son bon fonctionnement. La discipline désigne aussi l'obéissance à ces règles, l'aptitude à s'y soumettre. En politique économique, le gouvernement peut par exemple compenser un ralentissement de la demande privée par une augmentation des dépenses publiques afin de stimuler l'économie, mais avec pour conséquence une augmentation du déficit public. À l'inverse, lorsque la croissance économique est élevée, la discipline budgétaire permet de réduire le déficit public, voire de constituer des excédents qui pourront être utilisés pour diminuer la pression fiscale sur les entreprises.



Le concept de "discipline budgétaire" (pour ne pas dire serrage de ceinture obligatoire) est principalement apparu avec la création du Pacte budgétaire européen, signé par 25 des 28 États membres de l'Union européenne sur la convergence de leur union économique et monétaire, notamment la zone euro. Entré en vigueur en 2013, il impose aux États un ensemble de règles budgétaires, notamment pour limiter l'endettement des États. Sous un vernis technique de "bonne santé", l'Europe s'immisce très pernicieusement dans la politique des États : au nom de la "discipline", on peut couper tout ce qui dépasse ! Que ce soient des investissements publics lourds, des politiques sociales, etc. Mais le propre de l'Union européenne, c'est que ce sont les mêmes qui fixent les règles du jeu et qui les font appliquer, c'est-à-dire les gros États... Le concept est d'autant plus vicieux qu'en pensant "discipline", on pense à une règle qu'on s'impose morale, qu'on s'impose soi-même, souvent par respect pour les autres...



Le budget a de nouveau désobéi. Quelle angoisse pour nos ministres ! Vu les cotations des agences de notations, il est normal de passer le budget en conseil de discipline. La discipline budgétaire aide donc à faire rentrer le budget dans les rangs.

# ÉDUCATION PERMANENTE



Selon le *Petit Larousse illustré*, l'éducation permanente signifie "l'enseignement qui est dispensé tout au long de la vie professionnelle". Les auteurs de ce dictionnaire ont puisé cette définition dans la littérature de l'Union européenne. Elle s'accorde avec l'ambition d'une Europe qui se veut n°1 de l'économie de la connaissance. Les travailleurs doivent se former en permanence pour acquérir de nouvelles compétences leur permettant de soutenir la concurrence, chercher de nouvelles opportunités, viser l'excellence, s'adapter à la conjoncture économique et aux évolutions technologiques.



Qui a le droit de s'intéresser à la politique, à la "vie de la Cité", au vivre ensemble ? Tout le monde. Qui en a le pouvoir ? Pas tout le monde ! L'éducation permanente ou éducation populaire, c'est le chemin de traverse à prendre pour se faire entendre même si on n'y est pas invités. Un chemin collectif, bien sûr : on confronte ce qu'on vit concrètement. On observe quelles en sont les causes. Et on cherche ensemble les solutions pour changer le système, vu qu'on a TOUS besoin d'un emploi stable, d'un logement, d'une protection sociale...



Mon grand-père m'a avoué un jour que personne n'aimait le coca-cola, quand les militaires l'ont distribué par camions entiers à la Libération. D'ailleurs à la base, ce n'est pas une boisson, c'est un médicament. (Ca dérouille les vieux clous aussi). Mais l'entreprise coca-cola est n°1 depuis des lustres en matière d'éducation permanente. Au sens littéral : éduquer en permanence. Leur truc : négocier les kits de sauvetage avec l'armée américaine. Chaque fois que les GI's débarquent quelque part dans le monde, ils offrent à la population du coca à gogo. Plus les gens sont réellement contents de les voir, plus ils s'efforcent de s'habituer au coca pour devenir un jour un super américain comme tout le monde. Et dans le quartier de mon grand-père en 1944, ils étaient très contents de les voir ! Ca ne les a pas empêchés de continuer à boire de la bière, mais au moins un peu d'éducation coc-ameri-cola leur sera restée en permanence.

# EMPLOYABILITÉ



Améliorer l'employabilité des chômeurs est la solution au chômage de masse. Le problème aujourd'hui est que le monde bouge et que les travailleurs doivent accepter de s'adapter s'ils veulent rester bien positionnés sur le marché du travail. Le chômage massif que nous connaissons aujourd'hui n'est pas tant le fait d'un manque d'emploi, mais plutôt la conséquence du fait que trop de chômeurs sont inemployables parce qu'ils refusent de se former, d'acquérir des compétences, d'être plus flexibles, bref, de s'adapter aux réalités actuelles d'un monde de plus en plus concurrentiel. Le travailleur doit donc être activé et responsabilisé pour se mettre dans les bonnes conditions d'amélioration de son employabilité.



L'employabilité, ou plutôt le manque d'employabilité est le faux argument utilisé par les libéraux pour "expliquer" les raisons du chômage massif structurel. Le chômage serait donc la conséquence de l'inemployabilité d'un grand nombre de chômeurs : peu disponible, peu qualifié, peu flexible, trop exigeant, le chômeur moyen serait donc le responsable de sa situation. Il est à noter que le terme est aussi utilisé par la gauche traditionnelle qui certes, ne rend pas le chômeur responsable de son état, mais en fait une personne inadaptée, qu'il faut perfuser à coup de formations, resocialisation, coaching, etc. Tout ça empêchant l'émergence de solutions de fond, comme le nécessaire partage du temps de travail financé par une meilleure répartition des richesses et des gains de productivité.



L'utilisation du terme "employabilité" participe à déshumaniser un peu plus encore les relations de travail. Jusqu'il y a peu, l'utilisation du terme "employabilité" était plutôt réservée à des outils, des objets. Un marteau n'était employable que s'il avait un bon manche. Soit il faut remplacer le manche ou jeter le marteau. Il en est de même pour le travailleur sans emploi d'aujourd'hui qui n'est plus qu'un élément ( même plus une ressource) sur le grand marché du travail, dans lequel l'employabilité est indispensable pour mener au graal (le CDI).

# EMPOWERMENT



Littéralement, c'est l'action de prendre du pouvoir pour se renforcer. Il faut soutenir l'empowerment des individus et des pays les plus faibles pour qu'ils prennent leur destin en main, se responsabilisent, comprennent

l'importance de l'effort individuel et cessent de réclamer des palliatifs sociaux à tout bout de champ. On pense ainsi à la Grèce qui devrait arrêter de saigner l'Europe et le FMI pour pallier à sa mauvaise gestion de la dictature des colonels, ou encore aux chômeurs qui se disent incapables de trouver un emploi alors qu'on sait pertinemment qu'il en existe au moins un pour 25 personnes en moyenne en Fédération Wallonie-Bruxelles.



Le concept d'empowerment a été d'abord employé aux États-Unis dans le cadre de la lutte des femmes pour la reconnaissance de leurs droits civiques et économiques au début du XX<sup>e</sup> siècle. Le terme a ensuite été largement

repris par les mouvements pour les droits civiques dans les années '60 (inspirés des méthodes du *community organizing* de Saul Alinsky). Il a depuis été détourné par la vague New Age et le "développement personnel", qui ne considère plus l'empowerment comme étant le fait d'une communauté (sexe, âge, origines, etc.) mais d'un individu.



Littéralement, c'est l'électrification (power = électricité en anglais). On en trouve deux emplois très différents : il s'agit soit de l'utilisation de l'électricité à des fins létales pour soulager un pays ou une entreprise de ses individus

les plus faibles et les moins obéissants et conformistes ; soit de "l'électrification" que l'on ressent lorsqu'on se bat pour ses droits en groupe de façon solidaire et juste.

# EXCELLENCE



L'excellence, nous dit le dictionnaire, c'est un degré éminent de qualité, de valeur de quelqu'un, de quelque chose, dans son genre. *Le Petit Larousse* va jusqu'à parler de perfection. A tout le moins ce qui est excellent est supérieur dans son genre !

Blink ! blink ! L'excellence sera de toute façon remarquable. Ce qui permettra donc d'être remarqué. Et a fortiori de sortir du lot ! A l'école, la cote d'excellence viendra notifier cette supériorité.

L'excellence forcera ainsi le respect, voire l'admiration : *S'il plaît à Votre Excellence* ! Et cette fois avec majuscules ! Car les personnes à qui le titre s'adresse sont bien entendu supérieures : un Ministre, un Evêque ou un Ambassadeur...



Tout dans la société nous invite, voire nous contraint à viser l'excellence. Que de choses se mesurent aujourd'hui à l'aune de l'excellence ! Les performances de notre enseignement sont insatisfaisantes ? Le "Pacte pour un

enseignement d'excellence" voit le jour ! Parce qu'il "*doit progresser encore largement en matière d'équité, de performance, de modernité et d'efficacité*", nous dit la ministre Milquet.

Notre économie est moins concurrentielle ? C'est l'excellence de nos produits qui pourra compenser !

Progresser, s'améliorer, se confondrait-il de nos jours à l'obligation d'exceller ? Autrement dit à être capable de faire des choses supérieures ou tout simplement à être supérieurs...

Et tous ceux qui ne le peuvent pas alors ?



L'excellence, c'est que du rire et du plaisir! Haha, excellente, cette bonne blague ! Hmm, excellent ce ragoût ! L'excellence, version épicurienne, c'est la saveur suprême ! C'est la délectation, la plénitude des sens, la

béatitude extrême, le nirvana bouddhiste, le septième ciel des occidentaux, l'apogée du bien-être, le zénith des sensations, le... Hola ! Hola ! On se calme ! Ou ça risque de virer de l'excellence à l'impertinence...

# FLEXIBILITÉ



Qualité de ce qui est souple. Ce dit aussi de quelque chose qui peut s'adapter rapidement. L'aptitude à se plier. En économie, la flexibilité est la capacité que possède une entreprise à s'adapter rapidement et efficacement à une situation, à faire face aux changements. C'est le leitmotiv politique et patronal visant à ajuster l'emploi aux fluctuations du marché. C'est ainsi qu'elle augmentera ses profits en rendant plus souples les réglementations concernant la durée et les horaires de travail de ses employés. Comment ? En les adaptant aux fluctuations saisonnières, hebdomadaires voire journalières, en généralisant le temps partiel et le chômage temporaire... En résumé, une politique d'emploi où l'emploi atypique se transforme en emploi typique.



La flexibilité sous ses différentes formes est une manière de déréguler la durée du travail (journalière, hebdomadaire, annuelle,...) en adaptant les horaires des travailleuses et travailleurs aux seuls impératifs économiques. Pourtant, une interprétation progressiste pourrait faire de la flexibilité une organisation du temps de travail visant à prendre en compte la diversité des situations des personnes tout en organisant les conditions sociales. Exemples : une réduction du temps de travail couplée à des démarches sur les retraites, sur les congés, sur la valorisation du congé-éducation payé, sur les rythmes de travail... En résumé : Une flexibilité, d'accord... mais dans l'intérêt des travailleurs, pas des actionnaires !



Procédé principal de gestion des ressources humaines qui consiste à vouloir transformer un syndicaliste en contorsionniste. De là l'expression populaire "ce mec est souple comme un burin !"

# FRAUDE SOCIALE



Magouilles qui permettent aux pires fainéants d'échapper à toute forme d'activation douce. Le fraudeur social est un parasite accroché comme une tique à la gorge des honnêtes gens et ce phénomène prend une telle ampleur qu'il pourrait bien mettre à mal l'ensemble de notre société basée sur le mérite...



La fraude sociale recouvre principalement le travail au noir et les domiciliations fictives permettant d'échapper au statut de cohabitant. Dans ce cas, elle concerne des personnes qui ont une allocation de survie qui se situe bien souvent en dessous du seuil de pauvreté et comporte des risques sérieux pour les personnes à cause d'une répression farouche. Bien que décriée par le gouvernement et dans les médias, la fraude aux allocations concerne moins de 2% de la population.



Forme tarabiscotée de redistribution des richesses, également appelée "robindesboïsation". La taxe "Robin des bois" vise donc à prendre aux riches (en taxant la spéculation financière) pour redistribuer aux pauvres afin d'éviter à ceux-ci de devoir marauder pour survivre.

# GRÈVE



Arrêt volontaire de travail de la part des travailleurs en signe de protestation. Moyen de pression qu'utilisent trop régulièrement les syndicats afin d'obtenir de nouveaux droits. Cela se fait le plus souvent au détriment des entreprises dont la marge bénéficiaire diminue, limitant ainsi le recours à de nouvelles embauches. Les citoyens sont souvent pris en otage et privés de leurs droits (c'est le cas par exemple quand il s'agit des transports en commun) alors qu'ils ne portent aucune responsabilité dans les différends entre les travailleurs et les employeurs. Un service minimum permettrait de garantir le droit des usagers et citoyens, et de responsabiliser les syndicats.



Moyen de pression actionné par les syndicats afin d'essayer de conquérir de nouveaux droits ou simplement de conserver ceux déjà obtenus après d'âpres négociations. Souvent utilisée après des essais infructueux de dialogue et de concertation avec le patronat ou le gouvernement, elle exprime aussi la solidarité des travailleurs afin d'obtenir les mêmes conditions pour tous. La majorité des droits sociaux et politiques furent conquis par les travailleurs et la population grâce à des mouvements de grève.



Du latin populaire "grava", le mot grève a probablement une origine gauloise. Avec ou sans filtre, l'Histoire ne le dit pas. C'est sans doute pour le respect des traditions gauloises qui riment avec cervoise que la bière est devenue un ingrédient indispensable de ce que l'on nomme aujourd'hui "piquets de grève", piquets où l'on n'enroule aucun fil sauf peut-être le fil de l'Histoire.

# HANDICAP COMPÉTITIF



Se dit d'un pays ou d'une entreprise dont le personnel est surpayé et honteusement dorloté, principalement à cause des syndicats et d'idées aussi saugrenues que l'indexation automatique des salaires, qui empêche de prendre l'ascendant sur ses concurrents étrangers.



Expression d'une grande vulgarité qui signifie que le patron essaie sournoisement de calquer les salaires de ses travailleurs sur ceux des pays les plus pauvres afin de maximiser les profits de l'entreprise... sans envisager une seule seconde de remettre ses propres rémunérations en question pour atteindre ce but soi-disant louable.



Chaise roulante de course à forme aérodynamique, étudiée pour atteindre des vitesses vertigineuses (principalement en descente). Lors des Jeux Paralympiques, les handicaps compétitifs les plus avancés disposent d'ailerons permettant de quitter momentanément le sol pour réaliser d'impressionnants sauts en hauteur et en longueur. Il est également possible de monter ces chaises sur skis pour les Jeux d'Hiver.

# INTÉRÊTS NOTIONNELS



Les intérêts notionnels sont une déduction fiscale dont le montant est proportionnel aux fonds propres de la société qui en bénéficie. Elle supprime la discrimination qui existait entre les sociétés qui se financent par l'emprunt et celles qui se financent par fonds propres. Les intérêts notionnels ont pour effet de favoriser les investissements des entreprises et de renforcer leur solvabilité.

*"Increase your profits"* (Guy Verhofstadt et Didier Reynders, lors d'une mission internationale vantant les intérêts notionnels aux multinationales sous ce slogan)



Derrière les prétextes qui ont servi à vendre politiquement les intérêts notionnels, ceux-ci sont une disposition dont le but essentiel était de compenser la disparition d'un important cadeau fiscal belge aux multinationales (le régime des centres de coordination), condamné par la Commission européenne. Façonnés sur mesure pour ces bénéficiaires contrariés, les intérêts notionnels n'ont d'autre effet tangible que de réduire fortement la facture fiscale des grandes sociétés (aux dépens des finances publiques), sans favoriser ni les investissements, ni l'emploi.

*"Chaque paradis fiscal essaie de trouver sa propre niche. En Belgique, il y a une volonté affichée d'attirer des grandes entreprises et de grandes fortunes qui veulent 'optimiser' leurs feuilles d'impôt."* (Christian Chavagneux, rédacteur en chef adjoint d'*Alternatives Économiques*)



La dénomination officielle des intérêts notionnels, dans le code des impôts sur les revenus, est "déduction pour capital à risque". Un doute, toutefois, est apparu sur les mots "à risque" : se rapportent-ils à "capital" ou à "déduction" ? Depuis l'énorme dérapage budgétaire de la mesure (jusqu'à 6 milliards d'euros annuels au lieu des 500 millions prévus), les experts ont opté pour la seconde lecture : il s'agit d'une déduction pour le capital et cette déduction est à risque pour les finances publiques.

# INTÉRIM



L'économie vise la satisfaction de la population (consommateurs, clients). Pour y arriver, les entreprises doivent mettre en place des politiques du personnel qui permettent de répondre à tout instant à la demande tout en conservant, pour le consommateur, un prix attractif. C'est pourquoi l'embauche de travailleurs temporaires, dans le système dit de l'intérim, apparait comme une nécessité. Ce système offre aux travailleuses et travailleurs de nombreux avantages. Outre un salaire identique à celui des autres travailleurs, l'intérimaire peut aussi quitter très facilement son emploi. L'employeur peut, au contraire, chaque semaine, durant de nombreuses années, proposer un nouveau contrat.



L'intérim est une des formes de l'esclavage moderne. Le travailleur n'a aucune stabilité d'emploi, son contrat pouvant être renouvelé ou au contraire arrêté, à l'issue de chaque semaine.

Dans l'espoir souvent déçu d'être engagé dans un contrat à durée indéterminée, nombre d'intérimaires se montrent très productifs et tout aussi dociles. Les travailleurs en contrat d'intérim ne font pas grève et font involontairement pression sur les travailleurs en matière de productivité.



Mais quelle est l'origine du mot "intérim" ? A l'origine, le mot intérim comprenait un accent, un trait d'union et un e final (quoique souvent utilisé au pluriel). Il s'agissait, effectivement d'un terme technique et littéraire qui, en poésie, désignait l'ensemble des mots entre deux rimes (inter-rimes). Prenons un exemple. Dans l'œuvre du célèbre dramaturge et parfois poète Jean-Michel Charlier (1963 - 2057), relevons les vers suivants :

" Dans les groupes locaux des Equipes Populaires  
On ne trouve guère de gens aux mines patibulaires".  
Populaires et patibulaires constituant les rimes, le groupe "On ne trouve guère...." constitue l'inter-rimes ou l'intérim.

# PARTICIPATION



La participation est un élément essentiel pour une prise de décision efficace et rationnelle. Les décideurs politiques veilleront donc à ce que la participation à la décision soit cadrée à trois niveaux : les objectifs poursuivis, les domaines discutés et les acteurs à impliquer. Les objectifs poursuivis doivent sous-tendre la création de richesse. Les domaines discutés sont nombreux et variés : vu leur complexité, il faut privilégier une participation sous forme consultative à la prise de position politique. Enfin, Il faut inviter l'ensemble des acteurs concernés à cette consultation. Si ces acteurs s'opposent à l'objectif principal de création de richesse, cela signifie qu'ils vont à l'encontre du progrès. Il faudra alors veiller à favoriser l'émergence d'acteurs responsables.



Souvent, la participation se limite à la consultation de quelques acteurs (ou experts) autorisés. Or, la participation ne peut être réduite à la seule consultation d'acteurs triés sur le volet. Au contraire, la participation implique que les acteurs concernés construisent la décision et ne soient pas cantonnés à des discussions techniques ou à la marge. La construction collective d'une décision de qualité nécessite l'expression d'arguments et d'intérêts divergents. Enfin, un processus est réellement participatif si la décision prise collectivement est appliquée, sans qu'une instance politique, prétendument supérieure, ne soit habilitée à en changer les termes qui ne lui conviendraient pas.



En matière de sport, Le baron Pierre de Coubertin disait que l'important était de participer, et peu importait le résultat final. Pour favoriser la participation du plus grand nombre, il était ennemi du sport professionnel. Car en réservant le sport aux amateurs, il savait que les fils de bourgeois étaient les seuls à pouvoir s'entraîner puisque les fils d'ouvriers devaient eux travailler pour gagner leur vie. Et c'est ainsi que les champions d'athlétisme faisaient tous partie de l'élite intellectuelle, sociale et économique. Comme quoi participation ne rime pas avec équité et justice sociale.

# PRIVATISATION



Certains secteurs de la vie économique sont accaparés par l'État. Cette gestion étatique est caractérisée par un manque d'efficacité. Confier des secteurs stratégiques au privé permet à ces secteurs d'être gérés par de véritables managers avec dynamisme. Ces secteurs pourront ainsi faire appel aux capitaux boursiers et se moderniser. De plus, le fruit de la vente de ces secteurs permettra une rentrée budgétaire dans les caisses de l'État.



Des secteurs stratégiques sont détenus par l'État pour pouvoir être gérés au profit des citoyens. C'est particulièrement important pour des secteurs comme les transports en commun, la poste, l'eau, la santé, l'enseignement... Une privatisation de ces secteurs reviendrait à confier l'avenir de services vitaux pour la population à un actionariat privé qui régira alors ces secteurs avec sa logique propre : pour maximiser les intérêts des actionnaires qui auront fourni le capital nécessaire à l'achat, il faudra augmenter les bénéfices en augmentant le prix des services, en diminuant le service accordé, en supprimant les services peu rentables.



Les privatisations sont parfois appelées des consolidations stratégiques... Parce qu'elles consolident le portefeuille de certains ?

# RATIONALISER



Dans une économie prospère, la concurrence permet une saine émulation entre les acteurs économiques. Les retombées de cette concurrence sont l'innovation technologique et l'amélioration de la qualité des produits.

Pour obtenir ces résultats, les entreprises dynamiques se doivent de limiter au maximum les coûts inutiles dont ceux liés au personnel.

Rationaliser permet d'améliorer la productivité en limitant le personnel aux seuls besoins de l'entreprise grâce à une suppression de postes de travail et le maintien dans l'entreprise des travailleurs les plus motivés, les plus flexibles, les moins chers... Cette technique, injustement critiquée par les organisations syndicales, permet le plus souvent à l'entreprise de conforter sa place sur le marché, de garantir un emploi et une juste rémunération aux travailleurs ayant le profil le plus adapté.



Dans l'impitoyable guerre économique livrée par les entreprises dans le système capitaliste, ce sont toujours les travailleurs qui paient la note. Une des armes est celle qui consiste à rationaliser les entreprises. Présentée par le patronat comme une indispensable optimisation des ressources et une tout aussi indispensable compression des coûts, elle permet de diminuer le personnel et très souvent de limiter, voire réduire les salaires ou avantages des travailleurs restés en place. Notons que très souvent les rationalisations des entreprises cotées en bourse permettent une progression de la valeur des actions de ces entreprises.



L'économie ne concerne pas que les humains. De nombreuses races animales ont également instauré des systèmes de production et d'échange des biens. Dans une société humaine, quand un gouvernement estime qu'une activité qui est dans la sphère privée est d'intérêt public et décide de se l'approprier par rachat ou confiscation, on parle de nationaliser. Quand cela se passe dans la société des rongeurs (rats et souris), on parle de rationaliser.

# RÉGULATION



Trop de régulation tue le marché ! Cela signifie qu'il faut moins d'intervention de l'État dans les affaires économiques. La dérégulation permet d'encourager l'innovation et les investissements grâce à la concurrence, les travailleurs étant quantité négligeable. Il convient naturellement de souligner que la dérégulation se fait au nom de la LIBERTÉ d'entreprendre. N'oublions pas de remercier son plus grand défenseur : Friedrich Hayek.



La régulation de l'économie est censée permettre d'éviter une mainmise du Marché sur tous les aspects de la vie de l'Homme. L'État doit par exemple garantir que le Marché sert l'intérêt général et non seulement les intérêts privés. Avec le crash financier de 2008, tout le monde y compris à droite a crié haut et fort qu'il fallait plus de régulation du secteur bancaire. Mais le marché continue à roucouler... et à réguler en toute tranquillité, sur base de la devise : *Privatisons les profits, socialisons les pertes.*



Regula est "l'autre moi" de Caligula, empereur romain tyrannique. Atteint de nombreuses crises de schizophrénie, c'est un fidèle du "marché" qu'il fréquente avec de petites sandales au pied. Il se fait appeler, dans ces moments-là, Caligula. A l'époque, déjà, elles sont fabriquées à bas coût par les Vandales (les Vietnamiens de l'époque). Elles sont revendues à bas prix mais avec un max de profit sous l'enseigne "Grande pompes". Etant actionnaire de la société, dont le siège se situe au pied du Vésuve, il s'oppose vivement au Sénat romain qui veut enrayer la disparition des petits artisans. Quand ces derniers manifestent avec la Plèbe (classe populaire de l'époque) sur la via Sindicalis, il se montre sous son visage Regula et promet de réguler le marché en faisant voter des lois protectionnistes. Hélas, une fois le calme revenu, il s'empresse de faire voter des amendements favorables à la Mare Nostrum (la mondialisation de l'époque) et fait assassiner les opposants. L'Empire n'est donc jamais remis en cause (comme le capitalisme financier à notre époque). C'est sous son règne qu'est apparue la monnaie "double face" : Pile ou face le peuple est toujours perdant !

# RENTABILITÉ



La rentabilité mesure le profit réalisé, c'est-à-dire la différence entre les résultats d'une vente par exemple et les moyens (charges, investissements) qui ont été nécessaires à sa réalisation. Est rentable ce qui permet un profit le plus élevé possible. Le profit est mesuré en monnaie uniquement.

Une entreprise saine est une entreprise capable de maintenir et si possible d'augmenter son profit d'année en année. La fin justifiera les moyens, quels qu'ils soient.



Ce sont les actionnaires qui fixent le taux de rentabilité attendu et peu importe les moyens qui seront mis en œuvre pour y arriver. La rentabilité est une notion purement financière qui sert surtout les intérêts des plus fortunés. La rentabilité peut justifier des licenciements de personnel par exemple.

Sa traduction anglaise reflète d'ailleurs mieux son sens : "profitability". Le profit avant tout !

Ainsi, de nombreuses activités culturelles, artistiques, etc. ne sont pas considérées rentables puisqu'elles ne permettent parfois pas de couvrir les frais engendrés par ces activités, et pire encore, elles ne fournissent pas une rente en monnaie sonnante et trébuchante.

Dans un monde fini avec des ressources limitées, la notion de rentabilité est une notion vouée à disparaître, tout comme celle de la croissance.



Dans certaines civilisations anciennes, la principale source de rentabilité était le mariage : on vendait sa fille en échange de 3 chameaux et on faisait une plus-value dans l'opération. Puisqu'il n'y avait pas de chameaux dans nos forêts, certains ont inventé un autre système pour se faire du blé et rentabiliser leur argent : l'actionariat et la spéculation. L'argent qui transite par les paradis fiscaux n'a pas d'odeur et est nettement plus facile à déplacer que les chameaux...

# SYNDICATS



Regroupement archaïque qui usurpe le droit de chacun à défendre ses intérêts par et pour soi-même. Les syndicats nuisent à l'équilibre spontané qui résulte des interactions libres entre individus consentants. Rien ne garantit que leurs positions soient conformes aux intérêts de ceux qu'ils affirment représenter. Une action syndicale qui n'aurait pas reçu l'assentiment formel d'une très large majorité de travailleurs sera déclarée illégale. Nos Etats se doivent de protéger les libertés et les droits contractuels de tous les citoyens. Nos Etats garantiront aux employeurs et travailleurs intérimaires leur liberté de remplacer les grévistes. David Cameron, 17 juillet 2015 : "Ces mesures sont tout à fait justifiées car les personnes impactées par les grèves ne sont pas en mesure de voter".



Les syndicats sont indispensables pour équilibrer les rapports entre deux parties aux intérêts opposés. L'action et la négociation collective permettent de corriger l'asymétrie de pouvoir inhérente à ces rapports sociaux individualisés. Elles constituent des moyens pratiques et efficaces pour limiter les abus de droits. La négociation paritaire, lorsqu'elle aboutit à de nouvelles conventions, permet de prévenir une multitude de conflits individuels qui fragilisent la paix sociale. Nos Etats doivent donc définir un cadre légal qui reconnaisse l'importance des missions confiées aux syndicats et qui définisse les conditions nécessaires à leur représentativité, régulièrement validées par des élections sociales.



Bande de zigotos irresponsables qui aiment foutre le bordel avec leurs pétards et leurs canettes. Prendre les gens en otage est le sport qu'ils préfèrent à un travail honnête et courageux. Mis à part gueuler, ils ne savent rien faire, alors que tant de gens sont dans la misère. Ils pourraient franchement se lever un peu plus tôt, offrir un café aux mendiants qu'ils croisent dans le métro avant d'arriver au boulot. Au lieu de ça, ils cherchent la bagarre avec les patrons, lancent des ukases irréalistes et des slogans bidon. Allez, soyons sérieux, il n'y a jamais rien de bon qui sort d'un conflit.

# TAXE



Synonyme d'impôt, la taxe (ou "rage taxatoire") est LE gros mot par excellence dans l'esprit de la grande majorité de nos concitoyens qui ont fait de la fraude fiscale (à grande ou à petite échelle) un véritable sport national, devant largement le nombre de supporters de football ou de balle pelote. Et pourquoi fraude-t-on allègrement sans scrupules ? Parce qu'on est beaucoup trop taxé pardi ! Des taxes pour quoi et pour qui ? Pour gaspiller notre argent dans des travaux inutiles, pour enrichir les politiciens, pour payer des fonctionnaires planqués, pour financer des transports en commun qui sont toujours en grève... Bien sûr, les taxes servent aussi à payer nos routes, nos enseignants, notre protection sociale... Mais rien de tel qu'une bonne assurance hospi, une épargne pension et des transports publics privatisés pour assurer des services de bien meilleure qualité. Et ceux qui ne savent pas se les payer ? Qu'ils aillent lire la définition du mot "Ambition". Chacun sa m..., après tout !



Vous entendrez rarement le mot "taxe" dans la bouche de ceux qui pensent à juste titre que la taxe ou l'impôt est une "contribution", le prix à payer pour vivre dans une société juste et démocratique. Ce mot "Contributions", devenu complètement désuet traduit pourtant bien le véritable sens de l'impôt, qui sert avant tout à financer les services collectifs au bénéfice de TOUS les citoyens et dans une moindre mesure à corriger les inégalités de revenus. Le mot "taxe" (ou "impôt") a repris place dans le débat public. L'impôt sur la fortune, par exemple, proposition absolument inaudible auparavant, est maintenant soutenue par 75% de la population.



Le mot "taxe" est un terme banni dans la bouche des chauffeurs membres du réseau Uber, pour deux raisons. D'abord, parce qu'il leur fait penser à leur ennemi public n°1, les taxis (qui signifiait Taxe en égyptien à l'époque des pharaons - voir Astérix et Cléopâtre). Ensuite parce que leur sport national à eux consiste à rouler le plus vite possible en slalomant pour éviter de payer des taxes... et se faire casser la figure par les chauffeurs de taxi.

# TAX SHIFT



Le tax shift est un glissement de fiscalité. D'un côté, on augmente des taxes sur des modes de consommation qui nuisent à la santé ou l'environnement (diesel, électricité, boissons sucrées, alcools, tabac...). De l'autre, on réduit les charges patronales et l'impôt des personnes physiques, ce qui améliore la compétitivité des entreprises et le pouvoir d'achat de la population.

*"Le tax shift renforcera la compétitivité et le pouvoir d'achat."*  
(Johan Van Overtveldt)



Alors qu'il pouvait sembler annoncer une fiscalité plus juste, le tax shift est finalement tout le contraire. Cette opération augmente les taxes sur la consommation, qui sont des taxes injustes (car non liées au niveau de revenu), tout en épargnant - sauf mesurette symboliques - les plus riches d'une taxation des plus-values sur actions ou des grands patrimoines. L'argent récolté est utilisé pour moitié à réduire l'impôt des personnes physiques (pourtant moins injuste que la TVA ou les accises) et pour moitié à accorder aux employeurs une nouvelle baisse de cotisations sociales. Baisse dont les effets sur les dividendes sont nettement plus visibles que sur l'emploi...

*"Sire, taxons les pauvres, ils sont plus nombreux."* (Colbert)



Le contenu du tax shift peut aisément se déduire de l'observation d'un clavier d'ordinateur. Celui-ci contient en effet une touche [shift] qui commande le glissement d'un signe vers un autre. Sous son action, par exemple, [=] devient [+]. La signification est limpide : le signe [=] symbolise l' "égalité" fiscale tandis que le signe [+] symbolise les "plus" riches. Le (tax)shift a donc réduit l'égalité fiscale pour favoriser les plus riches. CQFD !



## D'AUTRES MOTS QUI MENTENT ...

- Ajustement structurel
- Arbitrage
- Autonomie
- Bonne gouvernance
- Bouclier fiscal
- Coaching
- Collectif
- Compétence
- Compétition
- Concertation sociale
- Conflit d'intérêt
- Consensus
- Contrôle
- Croissance
- Décentralisation
- Dérapage salarial
- Déréglementation
- Discrimination positive
- Economie collaborative
- Equipe/groupe
- Etat providence
- Evaluation
- Incitants fiscaux
- Individualisation
- Ingénierie
- Innovation
- Insertion
- Intégration
- Interculturel
- Jeunesse
- Management
- Marché
- Mixité sociale
- Modernisation
- Mondialisation
- Niche (fiscale)
- Optimisation fiscale
- Outplacement
- Pacification
- Partenariat
- Performance
- Politique
- Pouvoir d'achat
- Pression fiscale
- Proactif
- Productivité
- Projet
- Protection sociale
- Réforme structurelle
- Responsabilisation
- Ressources humaines
- Restructuration
- Rigueur
- Savoir-être
- Sécurité sociale
- Start up
- Subprimes
- Subsidés
- Terrorisme
- Traçabilité
- Travail
- Turn-over
- 
- 
- 
- 
- 
- 

**Pour chaque mot, 3 définitions  
... A vous de jouer !**



# *Vous aussi, écrivez les mots qui mentent !*

Mot choisi : .....



.....  
.....  
.....

.....  
.....  
.....



.....  
.....  
.....

.....  
.....  
.....



.....  
.....  
.....

.....  
.....  
.....

# *Vous aussi, écrivez les mots qui mentent !*

Mot choisi : .....



.....  
.....  
.....

.....  
.....  
.....



.....  
.....  
.....

.....  
.....  
.....



.....  
.....  
.....

.....  
.....  
.....

# *Vous aussi, écrivez les mots qui mentent !*

Mot choisi : .....



.....  
.....  
.....

.....  
.....  
.....



.....  
.....  
.....

.....  
.....  
.....



.....  
.....  
.....

.....  
.....  
.....

# *Vous aussi, écrivez les mots qui mentent !*

Mot choisi : .....



.....  
.....  
.....

.....  
.....  
.....



.....  
.....  
.....

.....  
.....  
.....



.....  
.....  
.....

.....  
.....  
.....

# *Vous aussi, écrivez les mots qui mentent !*

Mot choisi : .....



.....  
.....  
.....

.....  
.....  
.....



.....  
.....  
.....

.....  
.....  
.....



.....  
.....  
.....

.....  
.....  
.....

---

Ed. resp : Ch. Steinbach, Rue du Lombard, 8 - 5000 Namur  
Achevé d'imprimer en novembre 2015  
Dépôt légal D/2015/5622/2  
Mise en page : Hassan Govahian

Avec le soutien de la



FÉDÉRATION  
WALLONIE-BRUXELLES

Démasquer les mots qui mentent pour révéler “**le vrai visage du néolibéralisme**” profondément inégalitaire, c’est l’objectif de la campagne de sensibilisation que les Equipes Populaires ont lancé en novembre 2015. Pas de prise de tête, mais une campagne ludique et participative qui invite chacun, individuellement ou en groupe, à contribuer à l’élaboration d’un dictionnaire des mots qui mentent.

Pour ce faire, nous proposons à tout un chacun de participer à la rédaction de ce dictionnaire. Cette version de lancement en est un avant-goût.

Une version définitive enrichie des contributions reçues au cours de la campagne sera publiée dans le courant 2016.

# DÉMASQUONS LES MOTS QUI MENTENT !



UN MOUVEMENT DE CITOYENS  
POUR CONSTRUIRE L'ÉGALITÉ



Equipes  
Populaires

[WWW.EQUIPESPOPULAIRES.BE](http://WWW.EQUIPESPOPULAIRES.BE) - TÉL.: 081/73.40.86.

FÉDÉRATION  
WALLONIE-BRUXELLES